

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'EAU

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un but – Une Foi

DECLARATION DE LA DELEGATION DU MALI A L'OCCASION DE LA 61^{ème} SESSION DE LA CONFERENCE
GENERALE DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE (AIEA)

Vienne, 18 – 22 septembre 2018

Madame la Présidente,

C'est un réel plaisir pour moi de vous présenter, au nom du Président de la République du Mali, SEM Ibrahim Boubacar Keïta, les vives félicitations de ma délégation pour votre élection à la présidence de la 61^{ème} session de la Conférence Générale de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA).

Nos félicitations vont également à l'honorable Yukiya Amano pour sa brillante reconduction en qualité de Directeur Général de l'AIEA, et l'assurons de l'entière collaboration du Mali.

Madame la Présidente,

Le Mali a adhéré à l'AIEA en 1961 et depuis cette date nous n'avons cessé d'œuvrer avec l'Agence, au niveau national, dans le cadre de la Communauté Economiques des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou encore dans le cadre de l'Union africaine (UA) pour l'avènement d'un monde sûr, respectueux des normes de détention et de maniement de la matière nucléaire, de sorte à parvenir à l'Atome pour la paix et de développement.

Madame la Présidente,

La présente session se tient dans un contexte assez préoccupant pour la communauté internationale.

En effet, la quiétude du monde se trouve aujourd'hui perturbée par des menaces de terrorisme et de prolifération des armes, y compris les armes de destruction massive, les changements climatiques et leurs effets dévastateurs, les grandes pandémies et l'insécurité alimentaire.

Pour faire face à ces défis, et à tous les autres, les Etats membres doivent soutenir et appuyer l'AIEA.

Madame la Présidente,

Dans ce domaine, l'Afrique est sur le bon chemin, car la quasi-totalité de ses Etats ont adhéré au Traité de PELINDABA, entré en vigueur le 15 juillet 2009, pour un continent exempt d'armes nucléaires. A cet effet, elle a mis en place la Commission Africaine de l'Energie Nucléaire (AFCONE) à la suite de sa première conférence des Etats parties au Traité.

Pour sa part, la République du Mali salue les efforts soutenus de l'AIEA pour l'application des accords de garantie et exhorte l'Agence à poursuivre ses efforts pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et à la promotion de la paix dans le monde.

Madame la Présidente,

Le Mali se félicite des retombées positives du Programme de coopération technique (PCT) dans des domaines clé de sa vie économique et de la recherche scientifique : sûreté et sécurité radiologiques, santé humaine et animale, agriculture, alimentation, gestion des ressources en eau.

Le Gouvernement du Mali a particulièrement apprécié l'assistance technique de l'AIEA qui a permis de doter le pays :

- D'une autorité nationale pour le contrôle et la réglementation des différents usages du nucléaire dans le pays,
- D'un service de médecine nucléaire au sein de l'Hôpital du Point G,
- D'un service de radiothérapie opérationnel à l'Hôpital du Mali depuis avril 2014,
- L'équipement de plusieurs laboratoires du pays pour des besoins de mesure, de recherche et de diagnostic.

Je voudrais, au nom de son Excellence Ibrahim Boubacar Keïta, Président de la République du Mali, remercier l'AIEA et particulièrement la Division Sécurité Nucléaire pour son appui précieux à notre pays dans le cadre de l'organisation du 27^{ème} Sommet Afrique - France tenu à Bamako les 13 et 14 janvier 2017.

Madame la Présidente,

Dans la dynamique du partenariat entre le Mali et l'AIEA, un nouveau Programme cadre national vient d'être conjointement initié. Egalement, dans le cadre de la préparation du cycle de programme 2018 – 2019, mon pays a soumis quatre nouveaux projets dans les domaines de la santé humaine, la santé animale, l'agriculture et la sûreté / sécurité radiologique et nucléaire.

Madame la Présidente,

La non-prolifération des armes nucléaires demeure un défi pour le Monde. L'engagement constant de tous les pays à respecter strictement les dispositions du Traité de non-prolifération des Armes nucléaires (TNP) et à adhérer à l'interdiction des essais nucléaires doit être de rigueur.

Or, la recherche de l'équilibre nucléaire, qui a prévalu à certaines activités suffisamment dénoncées du haut de cette tribune, rappelle à la conscience des uns et des autres le triste concept de l'EQUILIBRE DE LA TERREUR, le gentleman's agreement de la détention responsable de l'arme nucléaire.

Au Mali, la signature des Accords de paix issus du processus d'Alger a donné lieu à une vaste réforme institutionnelle et politique pour consolider l'unité nationale, garantir le caractère laïc de l'Etat et renforcer la République.

Comme vous le savez, des forces obscures, profitant du dialogue entre fils du Mali, ont pris d'assaut le nord du pays et établi sur la bande sahélo-saharienne un comptoir d'écoulement des marchandises de contrebande, de la drogue et des armes.

Les forces armées du Mali, avec l'appui de la Force française Barkhane et de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA), entretiennent une digue de sécurité entre, d'un côté, le monde civilisé représenté par le Mali et tous les pays dans cette salle et, d'autre côté, ALQAEDA AU MAGHREB ISLAMIQUE et DAESH.

Mais comme vous le savez, la digue qui nous sépare des forces du mal est protégée au prix d'énormes sacrifices, du Mali, de la France et des Nations-Unies. Comme vous le savez également, sûrement, les extrémistes de tous les pays sont mutuellement compatibles. Et lorsque l'atome devient l'objet du commerce auquel le monde assiste, que ne faut-il pas craindre de la chute de cette digue?

Madame la Présidente,

Ayant pris la pleine conscience de la gravité de la menace qui pourrait provenir de ces forces du mal, les pays de la sous-région, le Mali, le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, viennent de mettre en place une force conjointe de lutte contre le terrorisme au Sahel, le G5 Sahel, avec le soutien de la France, de l'Union européenne et des Nations Unies.

En marge de la 72^{ème} session ordinaire des Nations-Unies, le Président Ibrahim Boubacar Keïta et ses pairs du G5 Sahel se sont réunis avec le Secrétaire Général des Nations Unies et le Président Français Emmanuel Macron, afin de parvenir à l'opérationnalisation de cette force.

Madame la Présidente, Monsieur le Directeur Général de l'AIEA,

Les Etats membres du G5 Sahel voudraient bien compter sur le soutien de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique pour la sûreté et la sécurité de l'espace sahélo-saharien.

JE VOUS REMERCIE